

injuste se poursuivent. Les pouvoirs publics continuent d'y répondre par la violence, les arrestations et les détentions arbitraires - par des mesures de répression et de contrôle plutôt que de conciliation.

Nous condamnons la détention des dirigeants du Front démocratique uni - de Farouk Meer et d'autres. Nous sommes choqués par la détention d'Allan Boesak, président de l'Alliance mondiale des Églises réformées, qui, lors d'une récente visite au Canada, nous a entretenus non pas de révolution ou de violence, mais de justice, d'égalité et de réconciliation.

Nous exhortons le gouvernement sud-africain à libérer tous ceux dont le seul tort est de s'opposer à l'apartheid. Nous ajoutons les noms de Tutu et de Boesak à celui de Mandela parmi les personnes qui devraient être invitées au dialogue au lieu d'être rabrouées ou réduites au silence, ou encore écartées avec mépris. Il serait tragique que l'histoire se répète et que le Front démocratique uni soit traité comme le Congrès national africain, c'est-à-dire comme une force à arrêter, à réprimer et à rendre illégale.

Monseigneur Tutu peut sans doute supporter la rebuffade du président Botha. Nelson Mandela et Allan Boesak peuvent peut-être aussi supporter leur emprisonnement. Mais l'Afrique du Sud pourra-t-elle en supporter les conséquences? Il est clair qu'une collectivité en Afrique du Sud commence à en douter, celle des gens d'affaires.

Ébranlés dans leur confiance, les gens d'affaires et les investisseurs à l'intérieur et en dehors de l'Afrique du Sud ont été à l'origine d'une vague de désinvestissement qui, même si elle n'était pas suscitée par les gouvernements, reflétait sûrement à la fois la situation sur place en Afrique du Sud et les signaux envoyés par de nombreux gouvernements.

Si certains entrepreneurs sud-africains ont, pendant trop longtemps, appuyé l'apartheid, on ne saurait exagérer aujourd'hui les conséquences de leur nouvelle attitude.

Le Canada a contribué de manière importante à amener les gens d'affaires sud-africains à prendre conscience de ces nouvelles réalités. Les divers gouvernements qui se sont succédés ont toujours eu comme politique de s'opposer à l'apartheid.

Plus récemment, à Baie-Comeau, le 6 juillet, j'ai fait une déclaration de principes au nom du gouvernement du Canada. Nous inspirant non pas de notre propre rectitude, mais de la solidarité humaine, nous avons pris dix nouvelles